

Dr. W. J. LEYDS

3^e Année. — N^o 33.

21 Février 1902.

PAROLE FRANÇAISE
à L'ÉTRANGER

PAR

Madame ADAM

(JULIETTE LAMBER)

PARAISSANT LE 7 ET LE 21 DE CHAQUE MOIS

*C'est combattre pour son droit que
défendre le droit chez les autres.*



PARIS

29, rue Juliette-Lamber,

XVII^e

(E) Pam
ADA

PAROLE FRANÇAISE

A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement est de

DOUZE FRANCS



S'adresser à Madame ADAM, 29, rue Juliette-Lamber,
pour toutes communications relatives
à cette publication.



Parole française à l'Étranger

Nice, 17 février 1902.

Malgré la passion violente que j'apporte dans mes jugements contre ce qui me paraît inique, hantée que je suis par un sentiment impérieux de justice, je me demandais, après m'être laissé emporter par mon indignation contre le cynisme et contre la cruauté britanniques, si je n'avais pas dépassé la mesure des accusations et des malédictions, et alors par une phrase, par un mot, comme je l'ai fait dans mon précédent numéro, j'avais laissé « une porte entr'ouverte » à la possibilité d'un retour de l'opinion anglaise vers la générosité.

La réponse de lord Lansdowne à la communication du Dr Kuyper semblait inspirée par un

état d'esprit où une modération relative avait pénétré ; un vague désir de paix s'y glissait, la « porte était entr'ouverte ».

Mais voilà que, cette porte, lord Salisbury l'a brutalement refermée.

Le diplomate transcendant, l'homme politique orgueilleux qui considère sa personne et sa famille comme une sorte de tabernacle gardant intacts les traditions de sa caste, le grand seigneur ironique et blasé, aristocrate, dédaignant tout ce qui ne jouit pas des attributs et des prérogatives de la « qualité », s'est fait, dans toute question se rapportant à la guerre sud-africaine, le porte-plume, le porte-parole, le porte-discours d'un Chamberlain sorti d'où l'on sait !

Comme ces gentilshommes lassés de faire leur cour aux très belles et très raffinées dames, et qui, lorsque sonne l'âge de la vieillesse sénile, s'amourachent d'une grossière fille de ferme, lord Salisbury s'est épris des façons grossières et basses de la politique de M. Chamberlain.

Lui, un « Cécil », après avoir déclaré à la face de l'Europe que l'Angleterre ne faisait la guerre au Transvaal « ni pour l'or, ni pour la terre », a pu dire ensuite : « Nous ne laisserons aux Boers, ni une parcelle de leur indépendance, ni un pouce de leur terre », se souffletant lui-même

avec ses propres paroles, et il vient de se délivrer d'un dernier reste de pudeur morale, pour être sur le même plan de vilénie que M. Chamberlain, en plaçant dans l'une de ses allocutions à des collègues de club, cette phrase infamante de vulgaire tripoteur :

« Il ne peut être question ni d'émotion, ni de sentiment, l'Angleterre a entrepris une « affaire » et elle la conduira jusqu'au bout. »

Je ne crois pas qu'à aucune époque de l'histoire, dans aucune confession gouvernementale on puisse trouver l'exemple d'un pareil défi aux moralités publiques. M. Chamberlain lui-même avait hésité à prononcer le mot que le monde entier jette à la face de l'Angleterre. Lord Salisbury a l'ironie effrayante : « Il est inutile, a-t-il ajouté, de laisser un bon souvenir de nous à ceux que nous combattons. » « Notre sécurité, a dit encore l'implacable « Premier » anglais, exige la guerre « à outrance ». Il a, de plus, laissé entendre que le sang versé pour « l'affaire » devait être remboursable en or.

Tout cela est odieux au point de stupéfier, et l'on se sent anéanti par tant d'audace. Un immense chagrin, une pitié attendrie jusqu'aux larmes pour les victimes dominant un moment la haine qu'on ressent pour les bourreaux.

Et maintenant, de l'avis des libéraux eux-

mêmes, « il n'y a plus rien à dire », puisque l'injure suprême qu'on pouvait adresser à la politique sud-africaine de M. Chamberlain en prouvant que « sa guerre », celle dont il revendique la responsabilité comme « un joyau à sa couronne », puisque, celle injure, lord Salisbury la décerne lui-même au gouvernement qu'il dirige, puisque, de son propre aveu, la guerre du Transvaal est une « affaire ».

Le triomphe de M. Chamberlain et de ses acolytes comme M. Rudyard Kipling, partisan du « tout ou rien », de ses complices comme le cruel lord Milner, de ses exécuteurs comme la hyène d'Ondurman, lord Kitchener, tous devenus lords! sauf leur chef de bande, le triomphe des « voleurs d'or », des brasseurs « d'affaires » est complet.

En ne reconnaissant pas au président Kruger, au D^r Leyds, à M. Wolmarans et aux autres délégués du gouvernement du Transvaal et de l'Orange les pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix, M. Chamberlain devient le maître absolu et direct de toute décision; c'est son ministère, le « Colonial Office », c'est son agent personnel qui négocieront, s'il y a à négocier; le ministère des affaires étrangères n'aura pas à commander à lord Milner, fonctionnaire de M. Chamberlain. Quant à lord Kitchener, il est

enlevé bel et bien au ministre de la guerre, à M. Brodrick! C'est la dictature absolue.

« L'affaire », ce n'est plus la guerre désastreuse, ruineuse, la défaite humiliante, c'est une « affaire » dont le bilan s'annonce favorable, avec plus de profits que de pertes.

Le mot prononcé par lord Salisbury correspond à la nouvelle de la reprise du travail dans les mines d'or. Dans le Witwatersrand, mille pilons broient du minerai; c'est la moitié du nombre qui en broyait avant la guerre. Six mois ne se passeront pas sans que les deux mille soient de nouveau en activité. Dans trois ou quatre ans il y aura dix mille pilons.

Avec les Boers pour ennemis, les trains chargés d'or circulent plus aisément que les trains chargés d'approvisionnements; lord Milner exige qu'on les sauvegarde davantage.

Déjà les Anglais, ceux qui font l'opinion, calculent qu'un impôt sur la production croissante des mines peut payer les frais de la guerre tout en laissant les dividendes augmenter, grâce à la surproduction. De plus en plus le bilan de « l'affaire » se présente bien, et ses intéressés se rassèrent.

Là-bas, l'héroïsme va grandissant. Pour la légende, pour l'épopée s'amassent les matériaux de l'immortalité.

Dewet était cerné par vingt-trois colonnes manœuvrant sous le commandement de lord Kitchener en personne, lequel, placé au centre de l'action, avait combiné son plan stratégique de façon que le général boer, traqué, ramené à ce centre, enfermé dans le camp des barrières de fil de fer et des petits fortins que renforçaient des colonnes mobiles d'infanterie montée et de cavalerie, de façon, dis-je, que Dewet ne pût échapper à son vainqueur et vint se livrer comme un Vercingétorix à un César!

L'Angleterre attendait la capture certaine depuis de longs jours. Enfin l'heure était venue... Kitchener nourrissait quelque diabolique projet de massacre de prisonniers, de torture pour celui dont l'héroïque résistance ne provoque rien autre que la haine chez un ennemi sans grandeur d'âme. Mais, la nuit qui devait assouvir la vengeance de Kitchener, tout à coup, un bruit formidable comme celui de l'ouragan se fait entendre, la terre tremble; entre deux fortins, la formidable barrière de fil de fer est brisée sous l'irrésistible poussée d'un troupeau de bœufs affolés, lancés furieusement par une troupe d'indomptables cavaliers.

Dewet passe, renouvelant l'une des ruses d'Ulysse, semblable, comme il l'est à d'autres

héros antiques par l'intrépidité, à celui que le vieil Homère a chanté il y a des milliers de siècles, et qui est resté, comme restera Dewet, en la mémoire des hommes.



M. Chamberlain est le maître de la politique impérialiste dans les colonies et il se sent enfin libre de l'exploiter. Lord Salisbury lui laisse la bride sur le cou, sachant qu'il traitera les questions coloniales en tout et partout au point de vue « affaire », non avec sentimentalité.

M. Chamberlain, comme on dit en style de trafic, « soigne » l'Australie, de laquelle il obtient à nouveau des contingents pour l'Afrique du Sud.

Les Australiens, en vrais fils d'Albion, ont compris l'Union uniquement et exclusivement comme une « affaire ».

Ils se soucient de l'impérialisme comme de Colin-Tampon, n'acceptant le protectorat de la mère-patrie que nominalelement, à la condition expresse que ladite mère ne possède aucun droit d'aucune sorte, pas même celui qui caractérise partout le protectorat, le droit de manier les relations extérieures des protégés.

S. E. le gouverneur général d'Australie

inspire le respect dû à un parfait soliveau. En revanche, si les Australiens sont fanatiques d'indépendance, ils n'admettent pas que les autres colonies de l'empire britannique ne soient pas totalement asservies, pas trop tôt cependant, au cas où les hostilités deviennent favorables à leurs intérêts. C'est ainsi que la guerre sud-africaine ne déplaît pas en Australie, parce qu'elle « rapporte » de nombreux achats de conserves et de chevaux. Lord Milner et lord Kitchener jouissent à Sydney et à Melbourne de la popularité due à de bons clients.

Sans doute, les ministres des Etats confédérés ne partagent pas tous l'opinion de M. Seddon, premier ministre de la Nouvelle-Zélande, qui prétend que les Zélandais ne feraient qu'une bouchée des Boers et qu'ils châtieraient de la belle façon les libéraux du Parlement de Londres, coupables d'oser blâmer la politique de « conquête et de conservation ».

M. Seddon lui-même, d'ailleurs, s'il s'agissait d'approuver un jour quelque « zollverein » impérial rêvé par M. Chamberlain pour couvrir les déficits budgétaires causés par la guerre sud-africaine, y regarderait à deux fois avant de subir ce genre d'impôts.

La République australienne restera donc loya-

liste, impérialiste conservatrice jusqu'au jour où son intérêt sera en jeu.

Dans la question de l'émigration des gens de couleur, question grave entre la métropole et la colonie, ce ne sera certes pas l'Australie qui cédera.

Le Queensland est, à propos de cette question, dans une situation spéciale, hérissée de difficultés pour le gouvernement de Londres, car l'exclusion des gens de couleur, si elle était rapide, serait la ruine des immenses plantations de cannes du Queensland.

Le Parlement australien menace d'imposer dans tout traité avec les Compagnies de transport l'engagement de n'employer que des blancs à bord. Plus de 70,000 Indiens étant embarqués comme chauffeurs et comme matelots, on s' imagine combien le gouvernement de l'Inde s'est ému.

M. Chamberlain ne se refuse pas à interdire l'importation des travailleurs noirs, jaunes et rouges, il s'oppose ou cherche à s'opposer à une législation qui exclurait soit les sujets britanniques de couleur, soit les chers Japonais, que l'Angleterre s'applique à amadouer, depuis un certain temps, partout où elle en a l'occasion. De là beaucoup de complications dans une question déjà très embrouillée.

Là comme ailleurs, le chef du *Colonial Office* se contentera de sauver la face en s'efforçant, non de résoudre les difficultés, mais d'en tirer parti, comme il l'a fait jusqu'ici, et d'en dégager un bénéfice pour sa politique sud-africaine.

M. Cecil Rhodes a prédit qu'il n'y aurait plus à l'avenir, et d'abord pour les races anglo-saxonnes, les plus progressives, les plus « civilisées », que des questions « d'affaires », qu'une politique « d'affaires », que des guerres « d'affaires ».



Aux États-Unis, comme en Angleterre, la prédiction semble se réaliser.

A Cuba, de l'avis d'une partie de la presse américaine, la situation est un scandale national, le Congrès ayant refusé d'abaisser les droits d'importation aux États-Unis pour les marchandises provenant de l'île. Aussi la misère y est-elle croissante.

Les sucriers américains s'opposent à toute diminution des tarifs douaniers sur le sucre cubain. Le roi de la betterave, d'accord avec les producteurs de sucre de cannes de la Louisiane, ne veut à aucun prix subir la dépréciation qu'apporterait sur le marché américain la

vente des sucres cubains. Les manufacturiers de tabac s'inscrivent, de leur côté, fort bruyamment, contre tout avantage accordé à Cuba.

Mais le roi des raffineurs américains et son « trust », qui ont besoin, pour raffiner, des sucres bruts de Cuba, triompheront tôt ou tard des résistances de la betterave et des cannes de la Louisiane, lorsqu'ils pourront venir dire au Congrès : « Nous vous procurerons le sucre à 3 centimes et, peu à peu, l'annexion de Cuba, que son enrichissement vous livrera. »

Pour les tabacs, il n'y a malheureusement qu'une issue au problème économique qu'ils font surgir : l'annexion. Les États-Unis sont dans l'impossibilité de concéder aux nations européennes des réductions de 50 pour 100 (nécessaires à Cuba) dans des traités de réciprocité ; cette réduction, ils ne peuvent l'accorder qu'à l'intérieur et encore malgré le risque de travailler à la ruine de leurs propres industries, ce qu'une annexion de Cuba compenserait seule.

Le président Roosevelt, protecteur des « trusts », tout comme M. Mac Kinley, a l'intention machiavélique d'acculer les Cubains à l'annexion en faisant organiser une révolte qui éclaterait au moment même où les troupes américaines se retireraient. Des bandes, descendues de la montagne, pilleraient, mettraient tout à feu et à sang ;

les Cubains rappelleraient alors les Américains, qui imposeraient le dilemme de l'abandon ou de l'annexion.

M. Roosevelt n'aura peut-être pas besoin d'effrayer les Cubains par le pillage. Ses représentants pourront suffire à terroriser. L'un d'eux, le général Leyte, a fait « son Veyler », m'écrit-on de Cuba. Il a commis de véritables atrocités à Mindanao.

« Si les Cubains comprennent la politique « d'affaires », disent les journalistes américains favorables à leurs intérêts, ils demanderont eux-mêmes l'annexion. »

Mauvaise « affaire » que les Philippines, commence-t-on à répéter aux Etats-Unis. Le rapport de M. Stéphen Bonsal, qui revient d'une mission aux Philippines, est lumineux. M. Bonsal, dans ce rapport, conclut à l'évacuation pure et simple. La guerre va de mal en pis, affirme-t-il; l'administration est en pleine anarchie. La police et la milice indigènes armées n'attendent que l'heure de se mêler à la révolution générale qui s'annonce.

Sur soixante-quinze provinces de l'archipel philippin, moins de quarante ont accepté le joug américain, qu'elles s'empressent d'ailleurs de secouer dès que les troupes se retirent.

Une motion d'évacuation a été repoussée à la

Chambre de Washington, à une très faible majorité. Elle sera votée une autre fois.

Le mouvement boerophile, en Amérique, provoque une agitation favorable à la cause des Philippiens. Déjà plus de dix millions de signatures ont été recueillies en faveur du droit des Boers à l'indépendance.

Un meeting monstre de protestation contre la cruauté anglaise sera organisé à Chicago pour le jour du couronnement du roi Edouard VII.

Des comités se sont formés parmi les nombreux amis des Boers, qui projettent une campagne active. Leur but est de : « causer à l'Angleterre le plus de dommages possible, soit en détruisant les navires de commerce anglais qui fréquentent les ports américains, soit en assaillant les agents qui viennent acheter des chevaux et des mules en Amérique ».

Sans la complicité des gouvernements soi-disant neutres pour l'achat des chevaux et des mules, l'Angleterre aurait, depuis plus d'une année, été forcée de terminer la guerre.

La mystérieuse disparition du bâtiment de commerce anglais le *Condor*, d'autres attentats moins importants affirment l'entrée en scène résolue des comités boerophiles.

La surexcitation est telle, aux Etats-Unis, que le président Roosevelt n'est pas sans inquié-

tude pour le séjour du prince Henri de Prusse. Il est impossible de s'imaginer les précautions prises à ce propos. Pas un mètre de la voie ferrée, pas une rue des villes par lesquelles le prince Henri doit passer qui ne soient déjà surveillés et gardés.

Mais le fils du président Roosevelt étant malade, le voyage du frère de Guillaume II se trouve retardé ; voilà une visite princière qui, si elle exalte, d'une part, l'amour-propre du président Roosevelt, ne lui porte pas bonheur d'autre part, comme père. Le prince Henri serait-il « jettature » ? Déjà, en Chine, son voyage avait été la cause directe de la mort de l'ambassadeur d'Allemagne en exaltant l'arrogance teutonne au point d'exaspérer les Chinois.



L'Allemagne, après l'Angleterre, se laisse hypnotiser par l'Amérique. La puissance productrice des Etats-Unis est si colossale que les grandes nations industrielles de l'Europe ne devraient songer qu'au péril dont cette production les menace, et qu'à essayer sinon de lutter contre elle, ce qui, dès maintenant, paraît impossible, au moins de l'enrayer, de barrer le

chemin à une expansion destinée, il semble, à submerger avant peu toutes les autres.

Le procédé de soumission, de flatterie qu'emploient l'Angleterre et l'Allemagne vis-à-vis de l'Amérique, favorise les projets d'envahissement par cette dernière de tous les débouchés commerciaux européens et asiatiques qu'il faudrait, par une politique de salut, lui disputer et lui marchander.

Mais Guillaume II aime par-dessus tout la pompe et l'éclat des missions impériales allemandes, et M. de Bulow croit volontiers que les rapports diplomatiques peuvent être triomphants même dans le débat d'intérêts purement techniques.

Cette conviction, M. de Bulow l'introduit partout et le chancelier d'Allemagne n'emploie, à vrai dire, que les procédés habituels de la diplomatie pour résoudre les difficultés de la politique intérieure. Cette conception de gouvernement le met en situation fort critique dans la question des tarifs douaniers.

Les agrariens, qui sont gens volontairement simplistes lorsqu'il s'agit de leurs revendications, confondent aisément la bonne grâce diplomatique avec la faiblesse. Le prince de Bismarck les brutalisait, M. de Caprivi leur disait : « Cela ou rien », le prince de Hohenlohe évitait

de leur répondre, mais leur résistait. M. de Bulow leur a dit, leur a répété : « Tout s'arrangera, comptez sur moi, je sais unir l'eau et le feu. » Les agrariens ont conclu : le feu, c'est nous, qui couvons à l'intérieur ; l'eau, ce sont les puissances alliées, réfrigérées par la distance ; donc M. de Bulow est avec nous.

A mesure que le jour de la mise en demeure s'approche, que les agrariens exigent plus de précision, M. de Bulow devient plus fuyant. Les agrariens, chaque fois que le chancelier de l'empire fait un nouveau discours, sentent davantage qu'il leur échappe, et alors ils lui signifient plus brutalement leurs résolutions. Son dernier discours a provoqué l'ultimatum suivant :

« Si le chancelier a voulu dire expressément que toute élévation du tarif sur les articles agricoles rendrait ce tarif absolument inacceptable pour les gouvernements fédérés, alors le sort du projet est décidé. »

Voilà ce que l'organe de la droite agrarienne déclare sans ambages.

Les agrariens ont volontiers lâché leur homme lige, M. de Miquel, quand ils ont cru que M. de Bulow était dans leur jeu. M. de Miquel, non seulement n'est plus au pouvoir, mais il est mort. Comme on ne peut plus le dresser contre M. de Bulow, qu'ont fait les agrariens ? ils ont

mis en cause l'Empereur-Roi de Prusse lui-même. Et c'est le gêner singulièrement, lui qui sacrifie si aisément les autres au service de sa politique à double face. M. de Wangenheim, dans une assemblée générale de la ligue agrarienne, a dit en substance : « Nous avons notre Empereur, c'est en lui qu'est ferme notre confiance, et il ne peut pas ne pas écouter ses paysans. » A cela, M. Roesicke a ajouté : « Depuis que la ligue agrarienne existe, elle a vu passer deux chanceliers, et c'est un troisième qui tient aujourd'hui le pouvoir. » La menace est claire pour M. de Bulow, surtout par la phrase qui la suit : « Nous continuerons à élever la voix, et nous espérons qu'elle arrivera à l'oreille de l'Empereur. »

Voilà deux avertis à la fois : M. de Bulow, qu'il est en danger, et Guillaume II, qu'il est à découvert. L'heure de la violence a sonné pour les agrariens, et ils donnent la preuve de l'état de leur esprit et de leur humeur dans les séances orageuses de la commission.

La Triplice a des grains de blé dans l'aile.



S. M. l'Impératrice d'Allemagne tient à souligner, paraît-il, la cruauté du gouvernement de

son impérial époux vis-à-vis des mères polonaises. Son approbation des jugements de Wreschen et de Gnesen a pris la forme suivante : Elle a accepté la présidence d'honneur d'une société qui s'est constituée pour la construction d'une église allemande protestante dans un faubourg de Posen, à Wilda, où la population est exclusivement polonaise.

Les offices dits en latin ont le don de déplaire à S. M. l'Impératrice d'Allemagne, reine de Prusse. Les cérémonies du culte catholique lui paraissent antireligieuses, et elle voudrait voir remplacer toutes les églises par des temples.

« Quelque forme de résistance que tentent les Polonais, disait un jour devant moi une dame berlinoise, nous les briserons et les soumettrons comme nous avons soumis l'Alsace-Lorraine. »

Cette aimable dame s'adressant à moi avec l'intention de me défier, je lui répondis d'un ton que l'on devine :

— Oui, madame, vous soumettrez les Polonais de Prusse exactement comme vous avez soumis les Alsaciens-Lorrains. »

Les Polonais de Prusse ont des droits établis que n'ont pas, hélas ! les Alsaciens-Lorrains.

Le roi Frédéric-Guillaume IV, ainsi que le

rappelait ces derniers jours, dans un savant article, appuyé sur des documents irréfutables, mon ami le général Türr, a reconnu catégoriquement, en 1848, les droits que les Polonais réclament à cette heure ; mais le droit qui n'est pas appuyé sur la force est aujourd'hui « cas niable ».

L'un de mes amis de longue date, Polonais russe, le comte W..., qui voit se réaliser dans les événements de Posnanie ce qu'il n'a cessé de prévoir, m'écrivait hier une longue lettre dont je détache ceci :

« Vous savez depuis combien d'années nous sommes en accord parfait. Je suis donc heureux de vous voir aussi indignée que je le suis de ce qui se passe en Posnanie et de ce que ces événements nous promettent de persécutions. Oui, l'ennemi commun, c'est bien le Germain et le Teuton, ennemis de la race celte, de la race latine et de la race slave. Il l'est par jalousie, par haine, par contraste, par opposition originelle. Il est la négation de tout ce qui fait la beauté, l'harmonie, la douceur élégante, la clarté des civilisations, de la simplicité, de la poésie et du prosélytisme évangélique qui caractérise le Slave, goûtant plus les évangiles que la Bible.

« Si le prussianisme ou le teutonisme triom-

phaient, ce serait la fin de tout ce qui est l'honneur, la douceur et la joie de vivre. Une machine scientifique réglerait l'idéal. Une force brutale et féroce étoufferait toutes les aspirations du cœur.

« La Pologne vit, il s'opère en elle un réveil, elle poursuit sa mission, mais son histoire en tant que république nobiliaire est irrévocablement terminée. En Europe, elle contribuera à réunir les Slaves autour du faisceau formidable représenté par la Russie, c'est le seul moyen d'opposer une digue indestructible à l'horrible inondation germanique.

« La Russie sera poussée par la force de sa destinée vers ce but.

« Ceux qui défendent le séparatisme polonais ont grand tort de crier à la trahison et au renoncement de soi-même contre ceux qui expriment les opinions que je soutiens. C'est tout le contraire qui aura lieu.

« Les dix millions de Polonais enfermés dans l'annexe polonaise russe (ce qu'on est convenu d'appeler le royaume de Pologne), courent bien plus de danger de se voir russifier que lorsqu'ils seront réunis aux 40,000,000 de Slaves occidentaux. Ce qu'a fait Sienkiewicz prouve quel magnifique réveil peut avoir l'esprit d'un peuple qu'on a cru mort. »



Guillaume II, le 1^{er} janvier dernier, s'adressant à ses généraux, leur a tenu ce langage : « Nous sommes entourés, sinon d'ennemis, du moins d'envieux. Mes projets rencontrent partout des entraves que j'ai supportées jusqu'ici avec une patience qui commence à me lasser. J'entends poursuivre jusqu'au bout le développement de la puissance allemande et lui donner le rôle prépondérant qu'elle doit avoir dans l'univers. Si quelqu'un y met obstacle, nous tirerons l'épée allemande, moi et vous. Elle ne peut nous mener qu'à la victoire. »

Les années n'amènent pas, on le voit, d'humilité dans l'âme de l'empereur allemand, roi de Prusse. C'est toujours le même orgueil dominateur, la même inconscience du droit des autres.

Guillaume II, ces derniers jours, projetait tout simplement de violer la neutralité suisse.

Il faisait étudier la construction d'un fort d'arrêt sur les monts de Tullingen et d'Istein, en territoire badois, fort qui eût menacé la ville de Bâle en la plaçant, elle et ses cent mille habitants, sous le feu de l'artillerie allemande. Concevoir un tel projet, c'était déchirer un

contrat établi, reconnu, contresigné, c'était porter un défi à la Suisse paisible, à la France, dont cette forteresse eût faussé de façon inquiétante le système de défense.

Le Conseil fédéral se montra justement ému de l'émotion des Bâlois, surtout après l'article de l'*Allgemeine Zeitung*, déclarant ceci :

« Il nous faut des forteresses contre la France, contre la Suisse. Les représentations du cabinet de Berne ne nous arrêteront pas dans cette entreprise. S'il invoque les bons offices du tribunal arbitral de la Haye, nous pouvons lui dire dès aujourd'hui : « Quelle que soit sa sentence, « nous n'en avons cure. »

Ainsi, voilà le cas que l'Allemagne, après l'Angleterre, fait de l'organisation arbitrale de la Conférence, laquelle, décidément, n'a été, comme nous n'avons cessé de le dire, qu'une vaste duperie.

Le Conseil fédéral suisse a su être à la hauteur de sa tâche et a obtenu l'assurance, au moins actuelle, que des forts menaçant Bâle ne seraient pas construits. Qu'il garde prudemment l'œil ouvert.



Guillaume II, le mondial, a tant de projets en tête, il chasse à la fois tant de lièvres, il se donne

le luxe de tant de rabatteurs pour tirer à coup sûr, qu'on est quelque peu ahuri lorsqu'on fait le compte des pièces qu'il a au tableau. On ne peut le comparer qu'à Dieu lui-même, tant le mot « tout », le mot « partout », ont de place dans son universelle et surnaturelle existence.

En tous pays du monde, actuellement, nous voyons les gouvernements et les masses agir, se mouvoir, tour à tour menacés ou amadoués, ou dirigés par Guillaume II. La « prépondérance » de l'Allemagne, selon l'expression du Kaiser, tantôt s'affirme et tantôt se soupçonne de façon inquiétante. On le dit, à cette heure, secrètement mêlé aux troubles qui menacent la Belgique.

Ses conseils à Léopold II sont néfastes. Le roi et ses ministres étaient jusqu'ici portés à la conciliation, du moins en apparence; ils s'entêtent aujourd'hui dans toutes les questions, brisent ce qu'ils pourraient dénouer.

M. de Smet de Naeyer, dont la situation politique s'étayait sur des actes de prévoyance et de modération, ne rêve que résolutions outrancières. Aussi les scènes orageuses se renouvellent et se répètent-elles trop fréquemment à la Chambre de Bruxelles. Les coups de poings, les corps à corps, les gros mots, les suspensions de séance sont à l'ordre de chaque jour.

Le peuple belge, dont le nouveau système électoral donne de deux à quatre voix à ceux qui possèdent et une seule aux prolétaires, est lassé, disent les socialistes, du vote plural, fertile en abus ; il réclament le suffrage universel. Le parti catholique au pouvoir, qui n'avait consenti à la représentation proportionnelle, en 1899, que menacé par la révolution, maîtresse de Bruxelles, refuse, en ce moment où la rue n'est pas inquiétante, de se placer sur un terrain quelconque de conciliation qui aurait chance de calmer l'orage parlementaire.

L'armée est entraînée et toute prête. On a refusé des munitions à la garde civique chargée de maintenir l'ordre, mais qui, prétend le chef de cabinet, aurait plutôt des tendances à se joindre à l'émeute.

Aucune transaction n'ayant été admise par M. de Smet de Naeyer au nom du gouvernement, le chef socialiste, M. Van der Welde, a déclaré qu'aucun projet ministériel ne serait voté avant le suffrage universel. A intransigeance, intransigeance et demie.

On dit que M. Smet de Naeyer déclare à ses confidents que la solution du conflit est dans les mains du gouvernement, qu'il est prêt à dompter l'émeute, que le roi, sûr en tout cas de l'approbation de Guillaume II, n'a aucun

souci de la fin finale, et qu'enfin, s'il s'agit d'une résolution subite de sauver la situation parlementaire, lui-même, comme chef de cabinet, lancera la bombe du suffrage des femmes. Le parti catholique votera tout entier la motion, et les socialistes seront forcés de l'accepter.

Cependant, averti du danger, M. Van der Welde bat en retraite et déclare que ses amis et lui ne réclament le vote des femmes que pour les élections communales et provinciales.

Dans le cas où les femmes seraient mises en possession du droit de vote, le parti au pouvoir s'en trouverait raffermi pour un quart de siècle, la Belgique féminine étant passionnément catholique, mais un tel saut lancerait peut-être plus tôt la Belgique dans l'abîme de la révolution.

Léopold II est en ce moment, par hasard, dans son royaume. Il a quitté Nice avant-hier. « Le roi est partout, sauf à Bruxelles », disent les Belges; tantôt en automobile, tantôt en yacht, tantôt ici et tantôt là. A peine arrive-t-il au palais royal qu'un train chauffe pour le conduire tout autre part. A-t-il l'intention d'abdiquer? On le dit, mais il veut le faire sûrement à l'heure qui plaira ou ne déplaira pas à Guillaume II.



Parmi les événements de la quinzaine, il y a eu le voyage du prince héritier d'Autriche en Russie. Ce qui a été le plus remarqué durant le séjour de l'archiduc Ferdinand à Pétersbourg, c'a été ses attentions publiques pour l'ambassadeur d'Allemagne à Budapest ; les grands seigneurs hongrois ont été très blessés de ce que l'un des leurs n'ait pas été choisi pour faire partie de la suite du futur empereur-roi de Hongrie.

L'Allemagne a un tel intérêt à entretenir la haine des magnats contre la Russie qu'on a craint à la cour germanophile de Vienne, de mettre en présence des éléments de rapprochement.

Si le voyage du prince héritier d'Autriche, comme on doit le craindre, a abouti au renouvellement du traité néfaste conclu entre le comte Mouravief et le comte Goluchowski, il y a cinq ans, traité désastreux pour l'influence du Tsar dans les Balkans et si contraire aux vrais intérêts russes, il faut le regretter de toute façon, car l'inertie de la Russie dans le monde slave occidental a pour contre-partie l'activité sans borne de l'Autriche, sentinelle avancée de l'Allemagne en Orient.

Anéantir l'influence russe en Occident, la faire entrer en lutte contre tous les éléments groupés et amassés contre elle en Extrême Orient, tel est le plan que de rares amis et moi n'avons cessé de dénoncer depuis plus de dix ans et qui atteint sa réalisation complète par le traité anglo-japonais.

La nouvelle qu'un traité d'alliance offensive et défensive entre le Japon et l'Angleterre était conclu n'a surpris personne moins que moi.

Ce traité est la conséquence de la politique imprévoyante et folle suivie, depuis 1895, par la Russie et par la France, vis-à-vis du Japon. Combien de fois ai-je adjuré, dans mes « Lettres sur la politique extérieure » et depuis la fondation de la « Parole française » mes amis russes influents de travailler dans la mesure de leur influence à un rapprochement entre la Russie et le Japon, à une entente avec les Etats-Unis en Asie, à l'abandon d'une politique « d'affaires » entraînant l'annexion de la Mandchourie.

Mais, d'une part, le prince Lobanoff, abusé par le méphisto financier russe, par un Witte, et, d'autre part, M. Hanotaux — ce dernier, dénoncé par moi après la première visite du tsar Nicolas II en France — tous deux, si la Russie ne reste pas fidèle à ses premiers engagements, si elle ne secoue pas l'influence néfaste et dan-

gereuse d'un Witte, porteront dans l'histoire des responsabilités terribles.

Ce qui est le plus surprenant, c'est la publication subite de cet important document diplomatique par les deux gouvernements alliés.

D'après les journaux anglais et allemands, on peut s'expliquer cet événement d'une seule manière. A Pétersbourg, le comte Mouravief, qui voit clair dans la question, a fait au marquis Ito des propositions d'une entente allant jusqu'à l'offre (d'ailleurs platonique, puisque M. Witte n'eût ni voulu ni pu la réaliser) de prêter au Japon le concours pécuniaire de la Russie. Fort de ces propositions, le marquis Ito, anglophile, a mis à lord Salisbury le marché à la main.

Il fallait aboutir à une alliance formelle promettant au Japon le concours armé éventuel de l'Angleterre, autrement le Japon ne pouvait s'opposer à l'annexion de la Mandchourie. C'est le Japon qui a demandé la publication du traité « comme seul moyen de terminer le conflit en Mandchourie sans guerre immédiate ».

La Russie reculera-t-elle devant cette menace non équivoque? Toute la question est là. Ce qu'il y a de certain, c'est que si elle ne recule pas, le Japon ne reculera pas non plus devant une déclaration de guerre. L'Angleterre le

couvre du côté de la France et lui procurera les fonds nécessaires.

Les États-Unis sympathisent hautement avec le Japon. L'Allemagne est à l'aise dans son double jeu et elle est visiblement satisfaite. Malgré les maladresses de M. de Bulow, il n'est pas douteux qu'elle ne soit enchantée de la perspective d'un conflit qui ne peut être à tous les points de vue que désastreux pour la Russie.

La Russie semble s'être doutée de ce qui se tramait contre elle, au moins le comte Lamsdorf; il avait donné à son ministre à Pékin, qui est, entre parenthèses, un diplomate très habile et un homme très distingué, des instructions tout à fait conciliantes à l'égard des pourparlers avec les Chinois.

Malheureusement M. Pokotilow, le directeur de la Banque russo-chinoise à Pékin, ne cessait de contrecarrer l'action du comte Lamsdorf et exigeait, au nom de son patron, M. Witte, que les concessions que le gouvernement russe demandait pour lui, fussent accordées à la Banque russo-chinoise! Cela est à peine croyable, et pourtant je l'affirme.

La politique intérieure russe a sans doute bien à souffrir des intrigues, des agissements, des dilapidations, des mesures révolutionnaires de M. Witte, qui jette le pays désesparé sur la

voie de toutes les catastrophes ; mais les dangers intérieurs suscités par la politique d'un Witte, ne sont rien à côté de ceux que fait courir à la Russie la politique extérieure dirigée par le désastreux ministre des finances.

Cette fameuse Banque russo-chinoise, création de Witte, sait-on à qui elle appartient en réalité ? En dehors de quelques Chinois et du prince Oukhtomsky, délégué direct et agent personnel de M. Witte dans les missions qu'il reçoit, voici les noms des administrateurs principaux de cette Banque si impérieusement russe : MM. Rothstein, Stern, Noetzlin et Spitzer, tous Allemands et plus ou moins juifs de Berlin et de Paris !

Les exigences de la Russie vis-à-vis de la Chine, ayant pour aboutissants les intérêts de ces messieurs-là, c'est un comble ! Cette dite Banque russo-chinoise-Witte est d'ailleurs en train d'ouvrir une succursale à Berlin !!! Comprend-on pourquoi la presse affirmait que l'Allemagne n'était pas hostile à la combinaison de la Banque russo-chinoise ? toutes les concessions de mines, de chemins de fer et de navigation devant passer directement entre les mains des Allemands !

Est-il admissible que la grande Russie, que la chère alliée, qu'on voudrait voir éclairée au

prix de sa vie, sur le malfaiteur qui s'impose à elle, risque une guerre avec le Japon allié à l'Angleterre, uni à l'Amérique, lié à la Chine, favorisé par l'Allemagne, pour le profit des industries de la Banque russo-chinoise ?

Le dilemme est celui-ci : Ou la situation de la Banque russo-chinoise est la question primordiale, et la Russie garde la Mandchourie, l'annexe, pour que la Banque russo-chinoise l'exploite, et alors c'est la guerre ; ou la diplomatie russe, en merveilleuse posture, laisse au Japon et à l'Angleterre, aux États-Unis, voire à l'Allemagne, le soin de maintenir vis-à-vis les uns des autres l'intégrité de la Chine et le système de la porte ouverte. Dans ce dernier cas, c'est la Russie qui domine la situation, qui se joue des difficultés, qui n'est atteinte par aucune des catastrophes produites par des rivalités certaines. Et elle reste les mains libres en Europe !

L'Angleterre a mis l'Allemagne dans son jeu, j'en ai le soupçon, en lui promettant Weï-Haï-Weï, pour la placer traitreusement en face de Port-Arthur et des Russes, pour obtenir d'elle son appui dans quelque mainmise sur une île Chou-San, ou pour se libérer un peu dans la vallée du Yang-Tsé. On peut toujours soupçonner la perfide Albion de quelque projet machiavélique, son dédain subit pour Weï-Haï-

Weï, qui a été admirablement fortifiée par les Chinois, cachant quelque ténébreux projet.

M. Witte et le général Kouropatkine, qui poursuivent un but révolutionnaire tout comme un simple Millerand et un général André, veulent la guerre, étant donné les espérances qu'ils fondent sur une défaite de la Russie.

Tous ceux qui sont inébranlablement attachés à la noble alliance doivent faire des vœux pour que l'amour de la paix de Nicolas II l'éclaire doublement sur les intérêts généraux de la Russie et sur ses ennemis intérieurs.

Cette clairvoyance du Tsar pourrait être grandement facilitée par la conduite de notre gouvernement. M. Delcassé comprendra-t-il enfin les périls qui menaceront notre France s'il l'engage aveuglément à soutenir la politique russe conseillée par le seul Witte ?

Juliette ADAM.

70/7193

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

Madame ADAM

(JULIETTE LAMBER)

Idées Anti-Proudhoniennes. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>).	3 50
Mon Village. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>)	3 50
Le Mandarin. 1 vol. in-18 jésus.	3 50
Récits d'une Paysanne (édit. illustrée). 1 v. in-8. (<i>Épuisé.</i>).	10 »
Récits d'une Paysanne. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>) . . .	3 50
Voyage autour du Grand-Pin. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>).	3 50
Dans les Alpes. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>)	3 50
Récits du golfe Juan. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>)	3 50
L'éducation de Laure. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>)	3 50
Saine et Sauve. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>)	3 50
Jean et Pascal. 1 vol. in-18 jésus. (<i>Épuisé.</i>)	3 50
Siège de Paris (Journal d'une Parisienne). 1 vol. (<i>Épuisé.</i>).	3 50
Laide. 1 vol. in-18 jésus.	3 50
Grecque. 1 vol. in-18 jésus.	3 50
Païenne. 1 vol. in-18 jésus	3 50
Le Général Skobeleff. 1 vol. in-18 jésus.	2 »
Les Poètes grecs contemporains. 1 vol. in-18 jésus . . .	3 50
La Chanson des nouveaux époux. 1 vol. de luxe avec 10 dessins de maîtres. (<i>Épuisé.</i>)	200 et 100 »
La Chanson des nouveaux époux. 1 v. in-18 carré illustré.	10 »
Jalousie de jeune fille. 1 vol. in-18 jésus	3 50
La Patrie Hongroise. 1 vol. in-8.	6 »
La Patrie Portugaise. 1 vol. in-18 jésus.	3 50
Petit Théâtre. 1 vol. in-18 jésus	3 50
Un Rêve sur le divin. 1 vol. in-18 carré.	5 »

Le Gérant : E. DESENHAUX.

COMTE PAUL VASILÏ

La Société de Berlin

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Vienne

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Londres

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Madrid

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Saint-Pétersbourg

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Paris : *Le Grand Monde*

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Paris : *Le Monde politique*

1 volume in-8 6 fr.

La Société de Rome

1 volume in-8 6 fr.